

UM 8

RESOLUTION URGENTE du Timor oriental

AUX DELEGUES DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES

8 juin 2016

Accusations de diffamation contre les journalistes timorais

Le présent Congrès de la Fédération internationale des journalistes, réuni à Angers:

Notant avec préoccupation que:

Le Premier Ministre du Timor oriental a lancé des accusations de diffamation contre le journaliste Raimundo Oki, du Timor Post, et de l'ancien rédacteur en chef du Timor Post, Laurencu Martins Vincente.

Ces poursuites pourraient entraîner des accusations criminelles et des peines de prison ultérieures, mettant en outre en question l'avenir d'une presse libre et démocratique dans ce pays nouvellement indépendant.

Et observant que:

Les accusations de diffamation concernent une erreur factuelle dans la couverture par Raimundo Oki le 10 novembre, 2015 d'un processus d'appel d'offres du gouvernement réalisé lorsque le premier ministre du Timor oriental, Rui Maria de Araujo, était conseiller du ministre des Finances. En réponse, le Timor Post a imprimé les commentaires de M. Araujo qui nient toute activité illégale concernant le processus d'appel d'offres dans un article en première page le 17 novembre, et une autre clarification du rapport Oki a été publiée dans son édition du 18 novembre 2015. La publication d'une correction par le Timor Post a couvert de manière adéquate le droit de réponse conformément à l'article 34 de la loi sur la presse du Timor oriental.

Depuis le 11 avril 2016, l'affaire est dans le bureau du procureur de l'Etat, avec une décision de porter des accusations criminelles en attente.

Le Congrès déclare

Le fait qu'au Timor oriental, le droit pénal permette d'enquêter sur des journalistes et de les poursuivre pour inexactitude ou ce qui est considéré comme couverture «injuste» est, en soi, inacceptable dans un pays démocratique. Il est d'autant plus décevant que le Timor oriental, une démocratie obtenue suite à un long et dur combat de son peuple, ait de telles lois.

La démocratie du Timor oriental doit être suffisamment forte pour permettre l'existence d'une presse libre et forte, et cette affaire met en évidence les attaques subies par la liberté des médias et la liberté d'expression du pays.

Et demande au gouvernement du Timor oriental de retirer immédiatement les accusations et de renvoyer l'affaire devant le Conseil de la presse du Timor oriental.

Le Congrès félicite ses affiliés au Timor oriental et le Bureau FIJ Asie-Pacifique de la FIJ pour leur forte campagne en réponse à cette attaque contre la liberté de la presse et demande au Secrétaire général de transmettre les vives préoccupations de la communauté internationale des journalistes au gouvernement du Timor oriental.

Hugo Da Silva, Timor Leste Journalists Association
Eko Maryadi, Aliansi Journalis Independen, Indonésie
Um Sarin, Cambodian Association for the Protection of Journalists
Sumeth Somkanae, NUJ Thaïlande
Schave de Rosario, NUJ Malaisie
Ryan Rosauo, NUJ Philippines

Au nom des syndicats de journalistes de l'Asie du Sud-Est (SEAJU)